

## Nigeria : le Vice-président assume l'intérim à la tête de l'Etat

Arrib News, 09/02/2010 à 14h00 Source Associated Press L'Assemblée nationale du Nigeria a confié mardi au vice-président Goodluck Jonathan l'intérim à la tête de l'Etat en l'absence pour maladie du président Umaru Yar'Adua. La Chambre des représentants et le Sénat ont tous deux adopté un texte autorisant Goodluck Jonathan à remplacer Umaru Yar'Adua jusqu'à ce que celui-ci rentre d'Arabie saoudite, où il se trouve depuis le 23 novembre pour y faire soigner une pancardite, une maladie cardiaque.

Dans une allocution télévisée, Goodluck Jonathan a annoncé dans la soirée qu'il assumait désormais l'intérim à la tête de l'Etat. Il a demandé à la population de prier pour le président élu Umaru Yar'Adua. En l'absence d'Umaru Yar'Adua, la présidence du Nigeria était vacante, et plusieurs responsables du pays ont appelé le chef de l'Etat à démissionner. La situation faisait craindre une crise constitutionnelle dans ce pays de 150 millions d'habitants, le plus peuplé d'Afrique, tandis que le mécontentement de l'opinion allait croissant. Cette absence a également conduit à la rupture du cessez-le-feu observé par le Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND), principal groupe d'insurrection du sud du Nigeria en lutte pour la répartition des revenus pétroliers du pays. Face à la situation, les ministres des Affaires étrangères américain, français, britannique et de l'Union européenne avaient adressé fin janvier une lettre ouverte au gouvernement nigérian s'inquiétant de la "période d'incertitude" traversée par le pays. La décision du Parlement mardi pourrait toutefois ne pas mettre un terme, même provisoire, à la situation. Selon des experts en droit, elle n'est en effet pas prévue par la Constitution du Nigeria car Umaru Yar'Adua n'a pas officiellement écrit Goodluck Jonathan pour lui transférer ses pouvoirs avant de quitter le pays. La Constitution ne contient aucune disposition expliquant la marche à suivre dans cette situation et n'autorise pas l'Assemblée nationale à agir tel qu'elle l'a fait mardi. De plus, le transfert des pouvoirs à Jonathan pourrait aggraver les tensions entre les communautés chrétienne (du Sud du pays) et musulmane (Nord). Un accord de partage du gouvernement non-écrit prévoit en effet que la présidence alterne entre les deux croyances. En vertu de cet accord, Jonathan, chrétien, devait remplacer, mais plus tard, Yar'Adua avant la fin de son mandat. L'accélération de ce calendrier pourrait ne pas être acceptée par la communauté musulmane. Olusegun Obasanjo, le prédécesseur de Yar'Adua élu en 1999, était lui aussi chrétien.